|  |  |
| --- | --- |
| **Une image contenant Police, Graphique, capture d’écran, logo  Description générée automatiquement** | **MARCHÉ PUBLIC**  **ACCORD-CADRE DE PRESTATION DE SERVICES** |

**ELABORATION ET MISE A JOUR DE CARTOGRAPHIES DES RISQUES D’ATTEINTE A LA PROBITE ET PLANS D’ACTION**

**Consultation n° CCIN-2026-MAPA-01**

**Acte d'Engagement**

**Valant Cahier des Clauses Particulières**

**SOMMAIRE**

[PREAMBULE 4](#_Toc218760749)

[ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L’ACHETEUR 4](#_Toc218760750)

[1.1 – Contexte 4](#_Toc218760751)

[1.2 Nom et adresse de l’acheteur 5](#_Toc218760752)

[1.2 - Représentant de l’acheteur 5](#_Toc218760753)

[1.3 - Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 et R2391-28 du code de la commande publique 5](#_Toc218760754)

[1.4 - Désignation du comptable assignataire 5](#_Toc218760755)

[ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRAT 5](#_Toc218760756)

[2.1 - Objet du marché 5](#_Toc218760757)

[2.2 - Typologie de marché 5](#_Toc218760758)

[2.3 - Procédure de passation 5](#_Toc218760759)

[2.4 – Allotissement 6](#_Toc218760760)

[2.5 – Forme du marché 6](#_Toc218760761)

[2.6 - Prestations similaires 6](#_Toc218760762)

[ARTICLE 3 - COCONTRACTANTS – ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE 6](#_Toc218760763)

[ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES DE L’ACCORD CADRE 9](#_Toc218760764)

[ARTICLE 5 -CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS 9](#_Toc218760765)

[ARTICLE 6 - DUREE DE l’ACCORD CADRE ET DELAIS D’EXECUTION 11](#_Toc218760766)

[6.1 – Durée de l’accord cadre 11](#_Toc218760767)

[6.2 – Délai d’exécution 12](#_Toc218760768)

[ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHE 12](#_Toc218760769)

[7.1 - Engagement du candidat 12](#_Toc218760770)

[7.2 - Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint) 12](#_Toc218760771)

[7.3 – Compte(s) à créditer - Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement solidaire 12](#_Toc218760772)

[ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE 13](#_Toc218760773)

[8.1 – Caractéristiques des prix 13](#_Toc218760774)

[8.2- Modalités de variation des prix 13](#_Toc218760775)

[8.3 - Clause de sauvegarde 14](#_Toc218760776)

[ARTICLE 9 - AVANCES 14](#_Toc218760777)

[ARTICLE 10 - FACTURATION ET REGLEMENT DES COMPTES 14](#_Toc218760778)

[Chaque CCI émet ses propres bons de commande. 14](#_Toc218760779)

[10.3 - Délai global de paiement 16](#_Toc218760780)

[10.4 - Paiement des cotraitants 16](#_Toc218760781)

[10.5- Paiement des sous-traitants 16](#_Toc218760782)

[ARTICLE 11 - PENALITES 16](#_Toc218760783)

[ARTICLE 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET 17](#_Toc218760784)

[ARTICLE 13 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT 17](#_Toc218760785)

[13.1 - Interlocuteurs du marché 17](#_Toc218760786)

[13.2 - Forme des notifications, informations et échanges 17](#_Toc218760787)

[ARTICLE 14 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC 18](#_Toc218760788)

[*14.1 – Clause de réexamen* 18](#_Toc218760789)

[*14.2 - Modification relative au titulaire du marché* 18](#_Toc218760790)

[*14.2.1 Changement de dénomination sociale du titulaire* 18](#_Toc218760791)

[*14.2.2 Changement de cocontractant en cours d’exécution du marché* 19](#_Toc218760792)

[ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE 19](#_Toc218760793)

[Article 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL 19](#_Toc218760794)

[*16.1 - Description du traitement de données à caractère personnel* 19](#_Toc218760795)

[*16.2 - Obligations du titulaire* 19](#_Toc218760796)

[*16.3 - Obligations de l'acheteur* 21](#_Toc218760797)

[ARTICLE 17 – PROPRIETE INTELECTUELLE 21](#_Toc218760798)

[ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE 22](#_Toc218760799)

[ARTICLE 19 - ASSURANCES 22](#_Toc218760800)

[ARTICLE 20 - CESSION DU MARCHE 22](#_Toc218760801)

[Article 21 - RESILIATION DU MARCHE 22](#_Toc218760802)

[21.1 Résiliation pour faute 22](#_Toc218760803)

[21.2 Résiliation pour motif d’intérêt général 23](#_Toc218760804)

[ARTICLE 22 DEVELOPPEMENT DURABLE 23](#_Toc218760805)

[ARTICLE 23 - LITIGES 23](#_Toc218760806)

[ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI 24](#_Toc218760807)

[SIGNATURE DE L’ENTREPRISE 25](#_Toc218760808)

[ACCEPTATION DE L’OFFRE - SIGNATURE DE L’ACHETEUR (article réservé à l’acheteur) 26](#_Toc218760809)

[**CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE** 27](#_Toc218760810)

# PREAMBULE

**Les articles comportant un « ☞ » correspondent à des articles qui doivent être complétés par les candidats dans leur offre.**

Le présent Acte d’Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (« AE/CCAP »), est un marché public.

Il doit être impérativement renseigné par les entreprises candidates lors de la remise des offres. Sa signature n’est en revanche pas obligatoire à ce stade.

Le contrat est formé après acceptation de l’offre économiquement la plus avantageuse et signature du marché par le représentant de l’acheteur.

Toutes les prestations décrites dans le présent marché devront être réalisées par le titulaire du marché ou ses sous-traitants agrées par l’acheteur.

Sur demande écrite du titulaire, l’acheteur délivrera ultérieurement l’exemplaire unique en vue de la cession de créance du marché.

# ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L’ACHETEUR

## – Contexte

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II, a créé l’Agence Française Anti-corruption (AFA) qui aide les autorités compétentes et les personnes qui y sont confrontées à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme.

Dans ce cadre, CCI France développe son dispositif anticorruption au sein du réseau consulaire avec notamment la rédaction d’un guide pratique en collaboration avec l’AFA. Ce guide a pour objet la mise en place d’un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité auprès des CCI.

Le réseau des CCI de la région Normandie, dont la gouvernance des CCI territoriales et de la CCI de Normandie, souhaitent poursuivre activement cette démarche en mettant en place un dispositif de maîtrise des risques cohérent et harmonisé au niveau régional, tel que préconisé par le guide pratique susmentionné.

Pour ce faire, les CCI de la région Normandie, établissements publics de l’Etat, souhaite désigner par cette mise en concurrence un titulaire pour la rédaction de cartographies de risques d’atteinte à la probité et leurs plans d’action pour les 6 établissements désignés ci-dessous.

Dans une logique préventive et corrective, ces cartographies des risques permettront aux CCI de la région Normandie de construire leur management des risques sur des bases objectives et avec une capacité à paramétrer les mesures correctives, tout en tenant compte de l’urgence de certaines situations ainsi que des moyens humains et financiers à y consacrer.

|  |  |
| --- | --- |
| **CCI** | **Adresse** |
| CCI Région Normandie | 4 passage de la Luciline - CS 41803 - 76042 Rouen Cedex 1 |
| CCIT Rouen Métropole | Bâtiment l'Opensèn, 20 Passage de la Luciline, 76000 Rouen |
| CCIT Seine Estuaire | 181 Quai Frissard, 76600 Le Havre |
| CCIT Ouest Normandie | Hôtel Atlantique - Boulevard Félix Amiot – Cherbourg-Octeville - BP 839 - 50108 Cherbourg-en-Cotentin Cedex |
| CCIT Caen Normandie | 1 Rue René Cassin, 14280 Saint-Contest |
| CCIT Portes Normandie | 215 Rte de Paris, 27000 Évreux |

## Nom et adresse de l’acheteur

**Chambre de Commerce et d’Industrie de Région Normandie, « CCIR Normandie »** ou « CCI »

Adresse : 4 passage de la Luciline – Bât A – CS41803 – 76042 Rouen Cedex 1

Profil acheteur : https://www.marches-publics.gouv.fr/

Type d’acheteur : Etablissement public national

La CCI de Région Normandie, agissant en tant que centrale d’achat pour le compte des CCI territoriales de sa circonscription en vertu de l’article L711.8 du Code de Commerce.

## 1.2 - Représentant de l’acheteur

Le Directeur de la Chambre de Commerce et d’Industrie Régionale de Normandie dument habilité à l’effet des présentes par délibération en date du 14/03/2024.

## 1.3 - Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 et R2391-28 du code de la commande publique

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du code de la commande publique est : Monsieur le Président de la CCIR Normandie.

## 1.4 - Désignation du comptable assignataire

Le comptable assignataire est : Monsieur le Trésorier de la CCIR Normandie.

# ARTICLE 2 - OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRAT

## 2.1 - Objet du marché

Le présent marché concerne un accord-cadre de prestations intellectuelles incluant notamment :

• D’une cartographie de base et d’un plan d’actions comportant les risques communs à tous les établissements, qui pourra être adaptée par chaque CCI en fonction de leurs spécificités, activités, missions particulières ou mode d’organisation

• D’une mise à jour des cartographies et plans d’actions sur demande de chaque CCI par le biais de deux moyens au choix de chaque CCI

Soit une mise à jour effectuée directement par le titulaire

Soit une mise à jour effectuée par le personnel interne qui sera préalablement formé par le titulaire

Ces études s’exécuteront sur la base des articles 3 et 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi Sapin II).

* Des prestations complémentaires.

Ces études s’exécuteront sur la base des articles 3 et 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi Sapin II).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l’acheteur.

## 2.2 - Typologie de marché

Le présent marché concerne des services.

Il fait référence à l’arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles, en vigueur à la date de notification de l’accord cadre.

## 2.3 - Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.

Des marchés complémentaires de services pour la réalisation de prestations similaires - en application de l’article R2122-7 du Code de la Commande Publique – pourront être passés sans mise en concurrence ni publicité préalable avec le titulaire du marché.

## 2.4 – Allotissement

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique. Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 2.5 – Forme du marché

Le présent marché prend la forme d’un accord-cadre, mono-attributaire, exécuté au fur et à mesure de l’émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent marché est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 135 000.00 € HT toutes prestations confondues, pendant toute la durée du marché.

Les bons de commande seront notifiés par chaque CCI

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.

- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;

- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;

- les lieux d'exécution des prestations ;

- le montant du bon de commande ;

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque CCI peuvent être honorés par le titulaire.

## 2.6 - Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique. L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

# ARTICLE 3 - COCONTRACTANTS – ENGAGEMENT DU TITULAIRE OU DU GROUPEMENT TITULAIRE

**Le présent contrat est conclu entre :**

* **D’une part,**

**L’acheteur : CCIR Normandie**, ci-après dénommé « CCI »,

Etablissement public administratif de l’Etat, ayant son siège social 4 passage de la Luciline – Bât A – CS 41803 76042 Rouen Cedex 1 ;

Représenté par la personne habilitée à signer le marché : Monsieur le Président de la CCIR Normandie, ou son délégataire

* **☞** **Et d’autre part[[1]](#footnote-1),**

**L’entreprise, cocontractant unique, ou le groupement d’entrepreneurs, *ci-après dénommé « le titulaire » en cas d’attribution du marché* :**

**Ayant pris connaissance des pièces constitutives du marché public** listées à l’article 4 ci-après, et conformément aux dispositions de ces documents contractuels,

**L’entreprise, cocontractant unique :**

**Le signataire**[[2]](#footnote-2)**, M. Mme …………………………………………………………………**

En sa qualité de[[3]](#footnote-3) :  représentant légal de l’entreprise,

Représentant ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise.

**S’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après** ;

*Où*

**Engage la société ……………………………………………… sur la base de son offre, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après** ;

|  |  |
| --- | --- |
| Dénomination sociale[[4]](#footnote-4) |  |
| Adresse établissement chargé de l’exécution du marché |  |
| Adresse siège social (si différente de l’adresse de l’établissement) |  |
| Adresse électronique (du référent marché) |  |
| N° de téléphone (le cas échéant, n° de télécopie) |  |
| N° SIRET[[5]](#footnote-5) |  |
| PME (Oui / Non) |  |

***OU***

**Le groupement d’entreprises :**

**L’ensemble des membres du groupement d’entrepreneurs[[6]](#footnote-6),**  **solidaire**  **conjoint, s’engagent, sur la base de l’offre du groupement, à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après ;**

**Constitué avec les sociétés :**

**1ère entreprise cotraitante[[7]](#footnote-7), mandataire du groupement :**

|  |  |
| --- | --- |
| Dénomination sociale[[8]](#footnote-8) |  |
| Adresse établissement chargé de l’exécution du marché |  |
| Adresse siège social (si différente de l’adresse de l’établissement) |  |
| Adresse électronique (du référent marché) |  |
| N° de téléphone (le cas échéant, n° de télécopie) |  |
| N° SIRET[[9]](#footnote-9) |  |
| PME (Oui / Non) |  |

Représentée par[[10]](#footnote-10) :

Nom : ………………………………………………………………………………………………………………...................................................................

En sa qualité de[[11]](#footnote-11) :  représentant légal de l’entreprise,

Représentant ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise.

**2ème entreprise cotraitante[[12]](#footnote-12) :**

|  |  |
| --- | --- |
| Dénomination sociale[[13]](#footnote-13) |  |
| Adresse établissement chargé de l’exécution du marché |  |
| Adresse siège social (si différente de l’adresse de l’établissement) |  |
| Adresse électronique (du référent marché) |  |
| N° de téléphone (le cas échéant, n° de télécopie) |  |
| N° SIRET[[14]](#footnote-14) |  |
| PME (Oui / Non) |  |

Représentée par[[15]](#footnote-15) :

Nom : ………………………………………………………………………………………………………………...................................................................

En sa qualité de[[16]](#footnote-16) :  représentant légal de l’entreprise,

Représentant ayant reçu pouvoir du représentant légal de l’entreprise.

**Cet Acte d’Engagement, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières, correspond** [[17]](#footnote-17)**:**

**☞**  **À la solution de base**

**☞**  **À la variante**

# ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES DE L’ACCORD CADRE

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché, énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité, sont :

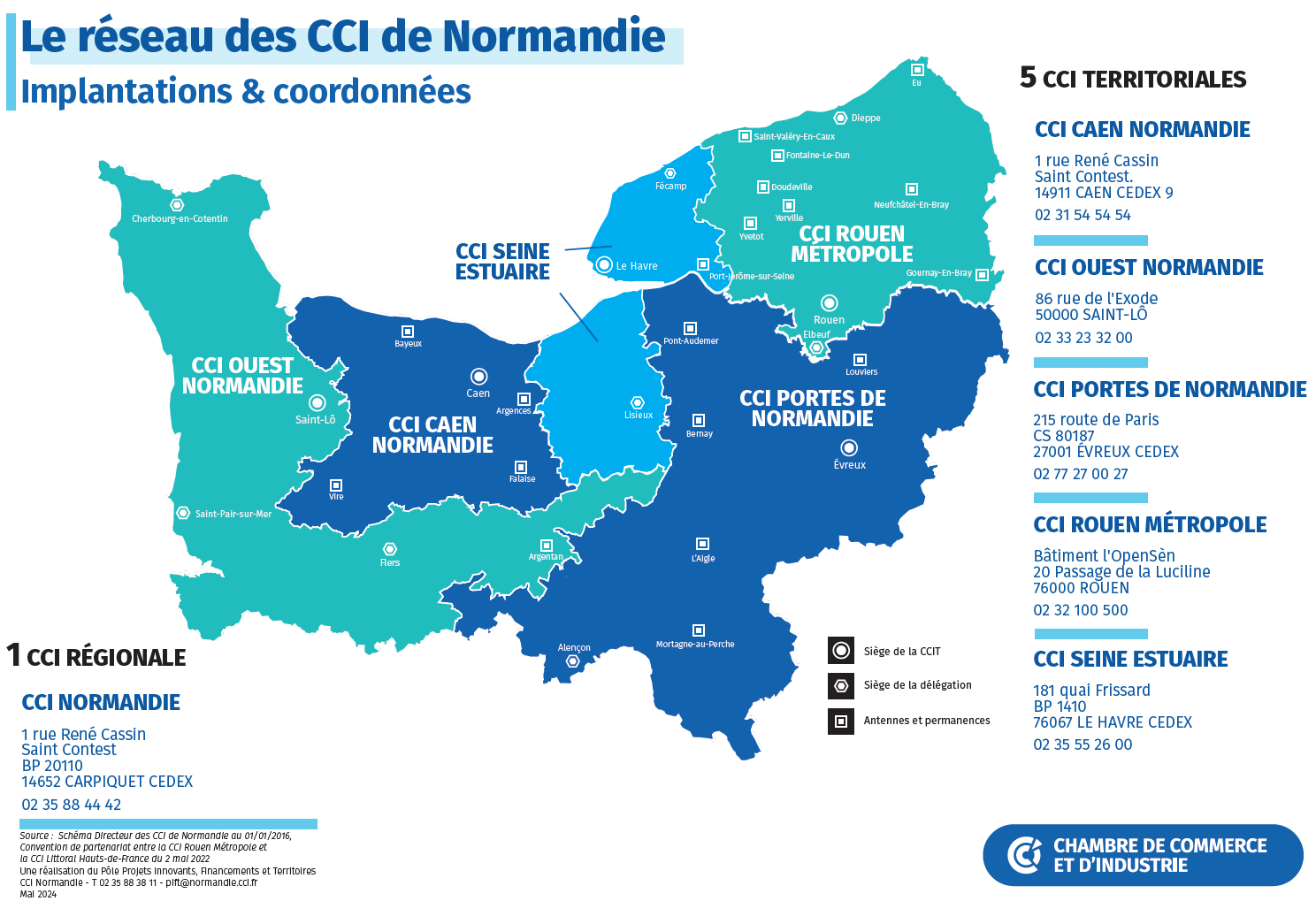
* Le présent acte d’engagement valant cahier des clauses particulières (AE/CCP), et son annexe financière (le Bordereau de Prix Unitaires), dont l’exemplaire original conservé dans les archives de l’acheteur fait seul foi ;
* Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
* Les Bons de Commande ;
* Le mémoire technique du titulaire dans ses parties qui précisent et complètent les documents précédents, dont l’exemplaire original conservé dans les archives de l’acheteur fait seul foi.

Nota : il est rappelé d’une part, qu’en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l’ordre ci-dessus ; et d’autre part, que le présent contrat étant un contrat d’adhésion, en conséquence, ces pièces contractuelles prévalent sur toutes conditions générales de vente éventuelles du titulaire ou tout document joint à l’offre qui y contreviendrait, qui sont réputés non écrits.

**Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.**

# ARTICLE 5 -CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Les CCI de Normandie souhaitent se doter d’un dispositif harmonisé de prévention et de détection des atteintes à la probité. La cartographie des risques constitue un outil stratégique pour identifier, hiérarchiser et traiter les risques de corruption, de trafic d’influence, de favoritisme, de prise illégale d’intérêts, etc.



5.1 – Prestations attendues du titulaire et méthodologie d’intervention

Le titulaire établira :

• Une cartographie de base et d’un plan d’actions comportant les risques communs à tous les établissements, qui pourra être adaptée par chaque CCI en fonction de leurs spécificités, activités, missions particulières ou mode d’organisation

A titre indicatif, le budget alloué pour l’élaboration des cartographies est de 10 000.00 € HT /CCI.

• Une mise à jour des cartographies et leurs plans d’actions sur demande de chaque CCI par le biais de deux moyens au choix de chaque CCI

* Soit une mise à jour effectuée directement par le titulaire
* Soit une mise à jour effectuée par le personnel interne qui sera préalablement formé par le titulaire

5.2 – Méthodologie d’intervention

La méthodologie d’intervention du titulaire s’effectue dans le respect total des recommandations de l’AFA.

Pour ce faire, le titulaire s’appuiera principalement sur le Guide pratique à l’attention des Chambres de Commerce et d’Industrie pour la mise en place d’un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité, dont notamment son article 2 - Méthode d’élaboration de la cartographie des risques d’atteinte à la probité, du PILIER II - Cartographie des risques d’atteintes à la probité (voir annexe guide AFA & CCI, notamment pages 13 à 15).

Il pourra s’appuyer aussi sur l’Avis relatif aux recommandations de l’AFA destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêts, de détournement de fonds publics et de favoritisme (publication JORF n°0010 du 12 janvier 2021), ainsi que sur les guides et fiches pratiques disponibles dans le site de l’AFA : <https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/guides-et-fiches-pratiques>

5.2.1 – Phase préparatoire : état des lieux et réunion de lancement

Après la notification, le titulaire proposera à la CCI une date pour la tenue de la réunion de lancement de l’accord-cadre. Cette date aura lieu, au plus tard, dans un délai de 2 semaines à compter de la date de notification de l’accord-cadre.

Lors de la réunion de lancement, les parties échangent notamment sur la méthodologie d’intervention du titulaire tel qu’il l’a définie dans son cadre de réponse technique et en accord avec les recommandations de l’AFA, sur la date limite de remise des livrables sur lesquels le titulaire s’engage et vérifient la liste des référents.

Lors de cette phase, le titulaire fait un recueil de tous les documents utiles et nécessaires à l’élaboration des cartographies de risques.

A titre d’information, la majorité des sites web des CCI disposent d’un onglet « ma CCI » qui permet aux visiteurs d’avoir accès aux informations réglementaires et relatives à leur gouvernance, qui pourraient être utiles à l’élaboration des cartographies :

* CCIT Rouen Métropole : <https://www.rouen-metropole.cci.fr>
* CCIT Portes Normandie : <https://www.portesdenormandie.cci.fr>
* CCIT Seine Estuaire : <https://www.seine-estuaire.cci.fr>
* CCIT Ouest Normandie : <https://www.ouestnormandie.cci.fr>
* CCIT Caen Normandie : <https://www.caen.cci.fr>
* CCI Région Normandie : <https://www.normandie.cci.fr>

5.2.2 – Phase 1 – Elaboration d’une cartographie de risques et plan d’actions de base

Le titulaire établit une cartographie et plan d’actions de base comportant les risques et les plans d’actions communs à toutes les CCI. Il déploie ensuite le dispositif de conformité et élabore une cartographie des risques par CCI en modifiant si nécessaire la cartographie et plans d’actions de base. Pour ce faire, il complète ou adapte la cartographie et plan d’actions de base en fonction des spécificités, activités, missions particulières ou modes d’organisation propres à chaque CCI.

Le titulaire veillera à effectuer les prestations suivantes tel que défini par l’AFA :

• Une identification des risques

• Une identification des personnes particulièrement exposées aux risques d’atteintes à la probité

• Une cotation des risques

• Une hiérarchisation des risques par typologie pour établir la criticité de chaque risque

Concernant l’identification des personnes particulièrement exposées aux risques d’atteintes à la probité, le titulaire portera une vigilance particulière aux rapports entre les CCI et ses entités contrôlées (écoles, Ponts , associations…)

Concernant l’identification des risques et des personnes particulièrement exposées aux risques d’atteintes à la probité, le titulaire privilégiera les échanges par visioconférence. Dans tous les cas, le titulaire s’engage à respecter la méthodologie d’intervention qu’il aura définie dans le cadre de réponse technique.

5.2.3 – Phase 2 - Adaptation de la cartographie et plan d’actions de base pour chaque CCI avec restitution

Le titulaire adapte la cartographie et plan d’actions de base à chaque CCI lorsqu’il considère qu’il est nécessaire de faire des modifications, ajouts ou suppressions de certains éléments et restitue la cartographie et plans d’actions adapté à chaque CCI dans les délais accordés lors de la réunion de lancement.

5.2.4 – Phase 3 - Mise à jour des cartographies ou formation

Sur demande de chaque CCI et pendant toute la durée de l’accord-cadre, le titulaire :

• Effectue une mise à jour de sa cartographie et de son plan d’actions dans les délais indiqués dans le bon de commande

• Forme les référents ou personnes désignées par les référents de la CCI pour la mise à jour des cartographies de risques et plan d’actions

5.2.5 – Prestations annexes

Chaque CCI pourra commander, l’élaboration d’une cartographie de risques et plan d’actions d’une entité rattachée, par l’émission de bon de commande et selon le coût jour mentionné dans le bordereau de prix unitaires.

Le prestataire devra au préalable évaluer le nombre de jours nécessaire pour l’exécution des prestations (nombre entités rattachées, périmètre, fonctions dirigeants, élus…) et le type de profil adapté.

Les CCI pourront avoir recours au coût journée du bordereau des prix unitaires pour toute prestation en lien avec l’objet du marché.

5.3 – Obligation de résultat

Le titulaire est tenu de réaliser des cartographies de risques d’atteintes à la probité répondant aux objectifs préconisés par l’AFA (voir annexe : Guide pratique à l’attention des Chambres de Commerce et d’Industrie pour la mise en place d’un dispositif de prévention et de détection des atteintes à la probité, dont notamment son article 1 : Les objectifs de la cartographie des risques d’atteinte à la probité » du PILIER II - Cartographie des risques d’atteintes à la probité », pages 10 à 13).

Le titulaire s’engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l’obtention de ces objectifs. Il reconnaît avoir pris connaissance de l’ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n’est pas atteint, le titulaire s’engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d’une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

5.5 – Interlocuteur unique de la CCI

Le prestataire retenu s’engage à fournir les coordonnées précises (nom, adresse, courriel, téléphone, portable…) d’un représentant de l’entreprise, « chef de projet », qui sera l’unique interlocuteur de la CCI Alsace Eurométropole, et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer l’exécution du marché.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Rappel : le professionnel exerçant l’activité de conseil juridique ou de rédaction d’acte juridique doit être habilité à exercer l’activité de consultation juridique conformément à l’article 54 de la loi 71-1130 de décembre 1971.

5.6 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

5.8 - Présentation des livrables

Le titulaire remet :

• 1 cartographie de base + plan d’actions communs

• 6 cartographies adaptées (1 par CCI)

Il transmet chaque livrable à la CCI concernée et à la CCI Normandie.

Le titulaire, pour chaque CCI, remettra une cartographie des risques et plan d’actions sous format Excel, Word ou tout autre format modifiable et qui permettra sa mise à jour conformément à la réglementation. Tout format non modifiable pourra être refusé par chaque CCI.

Il fournira, en complément, un format Power Point qui résumera les points clé de chaque cartographie ainsi que de son plan d’actions et permettra sa diffusion aux acteurs concernés.

5.9 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

# ARTICLE 6 - DUREE DE l’ACCORD CADRE ET DELAIS D’EXECUTION

## 6.1 – Durée de l’accord cadre

L’accord cadre prend effet à compter de la date de sa notification. La date de notification correspond à la date de réception par l’attributaire de la copie du marché.

Il est conclu pour une durée d’un an. Il sera renouvelé 3 fois par période de 12 mois, soit une période totale de 48 mois maximum.

En cas de non-reconduction, les titulaires se verront notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire de l’accord cadre.

## 6.2 – Délai d’exécution

Lors de la réunion de lancement, les deux parties accordent une date limite de remise des livrables sur lesquels le titulaire s’engage, et qui ne peut en aucun cas dépasser la date limite maximale de remise précitée.

Les autres délais d’exécution seront définis dans le bon de commande et ne pourront en aucun cas dépasser les délais maximums prévus par le titulaire dans son cadre de réponse technique.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l’acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

# ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHE

## 7.1 - Engagement du candidat

**☞** **Je/Nous m’engage/nous engageons à exécuter les prestations demandées aux prix unitaires détaillés au Bordereau de Prix Unitaires annexé au présent AE valant CCP.**

## 7.2 - Répartition des prestations (en cas de groupement conjoint)

**☞** *(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation des membres**  **du groupement conjoint** | **Prestations exécutées par les membres**  **du groupement conjoint** | |
| **Nature de la prestation** | **Montant HT de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |

## 7.3 – Compte(s) à créditer - Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement solidaire

|  |
| --- |
| **☞** **COORDONNEES BANCAIRES (à renseigner impérativement)**  **Nom de l’établissement bancaire** : ………………………………………………………………………………………………………………………………….  **Numéro de compte** : …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………  **☞** **JOINDRE UN OU DES RELEVE(S) D’IDENTITE BANCAIRE OU POSTAL** |

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l’identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d’exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi contractuel et administratif du marché tel que défini ci-dessous et fournir le RIB correspondant.

# ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE

## 8.1 – Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations du bordereau de prix unitaires

Conformément à l’article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que le cas échéant, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations, notamment tous les frais de déplacement et de séjour, de restauration, les frais de production de documents écrits d’étude et des documents de présentation. Dans cette perspective, ils comprennent globalement toutes les charges fiscales, parafiscales, éco taxe éventuelles ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toute sujétion d’exécution. Ils comprennent également notamment les frais suivants :

• Gestion administrative, financière et technique du contrat, dont frais de secrétariat, de coordination et de planifications internes, de certifications éventuelles, ainsi que frais d’assurances nécessaires,

• Déplacement (nécessaires à l’exercice de la mission), hébergement et/ou restauration éventuels,

• Établissement et remise des rapports, documents, etc. et cession éventuelle des droits de propriété de ces documents à l’acheteur,

• Participation à l’ensemble des réunions telles que fixées au CCTP, éventuellement complété des réunions supplémentaires proposées par le titulaire dans son offre,

• Dépenses liées aux dispositions de la législation en vigueur,

• Exécution des prestations conformément au marché, ainsi que toute sujétion permettant de mener à bien la mission et les prestations objet du marché,

La cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché.

Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d’inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées.

Le marché est conclu dans l'unité monétaire Euro (€).

## 8.2- Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 01/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés à chaque reconduction de l’accord-cadre par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

Cn = 15.0% + 85.0% (010546172 (n) / 010546172 (o))

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 010546172 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 69.20 - Services comptables, d’audits, et de conseil fiscal.

En cas de disparition de l’indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l’INSEE, afin d’assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu’il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu’aucune concordance n’est prévue, l’indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l’acheteur. L’acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l’indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## 8.3 - Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3% par rapport aux conditions précédentes.

# ARTICLE 9 - AVANCES

Il sera fait application de l’option B de l’article 11 du CCAG-PI.

Le montant de l’avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d’une clause de variation des prix.

**☞** Je renonce au bénéfice de l'avance[[18]](#footnote-18) :  NON  OUI

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d’une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l’avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, et selon la règlementation en vigueur.

L'avance sera versée au titulaire du marché dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché, sous réserve de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire couvrant l'intégralité de l'avance.

Son remboursement s’effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant de l’accord cadre ou du montant initial du bon de commande

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois : Le montant de cette avance est fixé à 10 % du montant du bon de commande.

# ARTICLE 10 - FACTURATION ET REGLEMENT DES COMPTES

## Chaque CCI émet ses propres bons de commande.

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Par dérogation à l’article 11.7 du CCAG-PI, le paiement des prestations s’effectue dans les conditions définies ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Prestation | Référence BPU | Modalité de paiement |
| Elaboration de la cartographie et plan d’actions de base  Adaptation de la cartographie et plan de base pour une CCI | Prix P1  Prix P2 | - Paiement d’un 20% du prix unitaire à l’issue de la réunion de lancement  - Paiement d’un 80% à compter de la date de restitution du livrable |
| Mise à jour de la cartographie par le prestataire | Prix P3 | Paiement à compter de la date de restitution du livrable |
| Formation du personnel CCI à la mise à jour de la cartographie | Prix P4 | Après exécution des prestations |
| Coût journée | Prix P5 à P8 | Après exécution des prestations |

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque membre du groupement en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire envoie une facture par CCI.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

|  |  |
| --- | --- |
| Etablissements | Adresses de facturation |
| CCI Rouen Métropole | SIRET : 130 021 751 00131  Code service : 013 |
| CCI Territoriale Seine Estuaire | SIRET : 13002169400018  Code service :122 |
| CCI Territoriale Portes de Normandie | SIRET : 13002179300018  Code service : 013 |
| CCI Caen Normandie | SIRET :18140001100100  Code service : 107 |
| CCI de Région Normandie | SIRET : 130 021 645 00010  Code service : 170 |
| CCI Territoriale Ouest Normandie | SIRET : 130 021 728 00014  Code service : 990 |

## 10.3 - Délai global de paiement

Conformément aux dispositions de l’article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ouvert au pouvoir adjudicateur pour procéder au paiement des sommes dues au titre du présent marché ne peut excéder 30 jours.

Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire. Conformément à l’article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Au montant des intérêts moratoires s’ajoutent une indemnité forfaitaire de 40 Euros pour frais de recouvrement

## 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## 10.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# ARTICLE 11 - PENALITES

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000 de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.3 Pénalités pour non-qualité

Tout livrable jugé non conforme au cours de la réception donnera lieu à la production par le titulaire d’une version corrigée dans un délai de 8 jours maximum à compter de la notification des remarques de la CCI.

Le non-respect de la date de livraison fixée par la CCI de cette nouvelle version, pourra donner lieu à l’application de la pénalité pour retard telle que prévue à l’article 12.2.1 ci-avant, dans les mêmes conditions.

Dans l’hypothèse où la nouvelle version remise ne serait toujours pas conforme, une autre version pourra être exigée dans les mêmes conditions, avec les mêmes pénalités dans les mêmes conditions.

A compter de la 3ème version d’un livrable jugée non conforme, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable, la pénalité pour retard telle que prévue à l’article 12.2.1 ci-avant dans les mêmes conditions, ainsi qu’une pénalité complémentaire et forfaitaire de 500 € HT par livrable non conforme.

11.4 - Autres pénalités spécifiques

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Pénalités | Occurrence | Valeurs | Précisions |
| Absence du titulaire à une réunion | Forfaitaire | 100.00 € HT | Sur simple constat, sans mise en demeure préalable |
| Pénalités pour non-respect des autres obligations contractuelles | Journalière | 50.00 € HT | Sur simple constat, sans mise en demeure préalable |

# ARTICLE 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Par dérogation aux articles 28 à 29 du CCAG/PI, la CCI dispose d’un délai maximum de 2 mois pour procéder à la vérification des livrables attendus. Cette vérification a pour but de constater la conformité de ceux-ci avec les spécifications du marché.

A la fin de la vérification, la CCI prend une décision. Si la vérification est positive, la CCI prononce la réception des prestations. Dans le cas contraire, la CCI notifie par écrit ses remarques au titulaire ; ce dernier dispose d’un délai maximum de 8 jours à compter de la notification des remarques de la CCI pour présenter une version corrigée de ses livrables. La CCI procède alors à une nouvelle vérification des livrables dans les conditions précédemment décrites.

# ARTICLE 13 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

## 13.1 - Interlocuteurs du marché

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATURE DU SUIVI** | **ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS ET TRAITEMENT DES ACTES D’EXECUTION** | **NOM DU SERVICE OU DE L’INTERLOCUTEUR ET COORDONNEES** |
| **Suivi contractuel et administratif D** | - signature d’avenants  - observation sur ordres de service ou courriers de mise en demeure ou d’application des pénalités  - modification des coordonnées bancaires du titulaire | Les correspondances relatives au présent marché doivent être transmises au représentant de l’acheteur via le profil acheteur de la CCI Normandie : <https://marches-publics.gouv.fr> ou à l’adresse : [commande.publique@normandie.cci.fr](mailto:commande.publique@normandie.cci.fr) |
| **Suivi comptable du marché**  **par le service responsable du suivi comptable du marché** | - vérification comptable des factures et des décomptes  - application comptable des pénalités et des révisions de prix  - mise en paiement des prestations  - paiement des intérêts moratoires en cas de retard de paiement | Les services comptables de chaque établissement membre du groupement de commande |
| **Suivi opérationnel des prestations du marché** | - comptes rendu d’exécution  - suivi opérationnel de la qualité des prestations  - vérification et réception des prestations  - suivi de l’enveloppe financière du marché | Le ou les représentant(s) de l’acheteur sont désignés lors de la réunion de cadrage |

## 13.2 - Forme des notifications, informations et échanges

Par dérogation à l’article 3.1 du CCAG-PI, l’ensemble des notifications, informations ou échanges est dématérialisé.

Pour la traçabilité de ces échanges, ils seront effectués :

* Via le profil acheteur de la CCI Normandie pour tout échange relatif au suivi contractuel et administratif du marché
* Via messagerie avec accusé réception des messages pour tout échange avec l’équipe projet CCI lié à l’exécution des prestations

# ARTICLE 14 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

*14.1 – Clause de réexamen*

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l’article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

➢ Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l’étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d’exécution, en cas de survenance, en cours d’exécution du marché, d’évènements relevant d’aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

➢ Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :

En cas de modification de l’environnement économique portant atteinte à l’économie générale du marché ou à son équilibre financier,

En cas d’événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l’organisation du service,

Si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s’imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l’initiative de la plus diligente d’entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

*14.2 - Modification relative au titulaire du marché*

*14.2.1 Changement de dénomination sociale du titulaire*

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la direction ou l’établissement en charge du suivi administratif du marché et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

*14.2.2 Changement de cocontractant en cours d’exécution du marché*

En cas de transfert du marché à une autre entreprise, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

À la suite de cette cession, l’acheteur procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l’exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (*titulaire établi en France*) ou D.8222-7 et D.8254-3 (*titulaire établi ou domicilié à l’étranger*) du Code du travail qui lui seront demandés.

À la suite de cette vérification, le changement de titulaire fera l’objet d’un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l’acheteur procédera à la résiliation du marché.

# ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Compte tenu de l’objet du marché, le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité renforcée. Sont notamment susceptibles de constituer des informations confidentielles toute information, donnée, méthode ou procédé, savoir-faire, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un droit de propriété intellectuelle, ainsi que tous renseignements relatifs à des aspects organisationnels, des processus décisionnels et leurs mécanismes de validation, des données financières, quel qu’en soit le support et quel que soit leur stade d’approbation, des systèmes de commercialisation ou d’achat, à la gestion du personnel, à la stratégie, aux conventions et engagements de l’acheteur avec des tiers, aux clients et concurrents, aux aspects juridiques ou contentieux, qui seraient rendus accessibles au titulaire, soit au cours d'entretiens, de réunions ou d’audits, soit par la remise de documents, courriers ou copies, quel qu’en soit le support. Cette obligation de confidentialité est applicable au titulaire qu’elle concerne l’acheteur en sa qualité d’établissement public, une de ses filiales ou toute autre structure dans laquelle l’acheteur dispose d’un pouvoir décisionnel. Elle est également étendue aux informations pouvant émaner de la CCI Grand Est dans le cadre des activités-support dispensées au bénéfice de l’acheteur.

L’obligation de confidentialité s’applique indifféremment aux données et/ou informations identifiées comme telles ainsi qu’à toutes celles qui n’auraient pas été signifiées au titulaire comme confidentielles mais dont pareille qualification procède nécessairement de la nature de la donnée ou de l'information considérée.

# Article 16 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

*16.1 - Description du traitement de données à caractère personnel*

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

*16.2 - Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à :

* Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
* Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
* Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

16.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

16.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

16.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : marches-publics@sdis57.fr

16.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie par mail à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

* La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
* Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
* La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
* La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

16.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

16.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

* La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
* Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
* Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
* Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

16.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

16.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

* Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
* Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
* Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
* Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins,
* La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
* Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
* Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
* Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

*16.3 - Obligations de l'acheteur*

L'acheteur s'engage à :

* Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
* Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
* Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
* Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

# ARTICLE 17 – PROPRIETE INTELECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l’acheteur.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif à l’acheteur, conformément au Code de propriété intellectuelle, l’intégralité des droits d’auteur afférent à toute création, objet de la commande et aux versions intermédiaires fournies à l’acheteur.

La présente cession comprend les droits de reproduction, de représentation ainsi que tous les droits d’adaptation, de transformation, d’arrangement et de destination, pour tout usage et pour toute exploitation directs ou indirects, quel qu’en soit le mode et ce, à quelque titre que ce soit, sous toutes ces formes, dont l’exercice est exigé par les contraintes techniques de ces productions ou représentations.

Les droits d’adaptation et de reproduction cédés comprennent :

- le droit de reproduire et/ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie de la création sur tous supports et par tous procédés connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

- le droit d’adapter ou de représenter la création sur tous supports et par tous procédés connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

- le droit de modifier, assembler, modéliser, transcrire et numériser la création et d’effectuer toutes les opérations nécessaires à la reproduction, l’adaptation et la représentation de la création sur tous supports connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique ou électronique ainsi que par tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs ;

Le droit de représentation cédé comprend :

- le droit de représenter ou de faire représenter la création au sein des supports, quels qu’ils soient, dans lesquels il sera incorporé

Le droit de communiquer la création au public et de la mettre à la disposition du public. Ce droit de représentation vaut pour toute manifestation à caractère public ou privé, à caractère commercial ou non commercial, et à caractère durable ou temporaire ;

Les droits de représentation concernent la création sur tous supports connus ou inconnus, actuels ou futurs, notamment papier, mécanique, analogique, numérique, optique, informatique, télématique ou électronique ainsi que sur tous réseaux de télécommunication actuels ou futurs tels que l’internet, un réseau de télématique et pour tous moyens de télédiffusion, gratuite ou non, pour un usage aussi bien privé que public.

Les droits cédés ci-dessus comprennent également le droit de reproduire, de représenter et d’exploiter, à des fins de commercialisation et à des fins de promotion ou de publicité, tout ou partie de la création sur tout produit, imagerie, carterie, dans des revues, journaux, magazines, pour la réalisation de tout objet.

Les droits de la création sont cédés à titre exclusif par le prestataire à l’acheteur pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, telle que cette durée est fixée d’après les législations tant française qu’étrangères et d’après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée. La présente cession de droit vaut également pour toutes les versions révisées, augmentées, dérivées, modélisées, étrangères et survivra à la cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit.

Le prix de la cession est compris dans le prix du marché.

Le titulaire garantit à l’acheteur l’exercice paisible des droits cédés. Il s’engage à faire cesser et à la garantir contre les troubles causés par des tiers dans la libre exploitation de ses droits.

# ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance.

Conformément à l’article R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l’exécution des prestations qu’à condition d’avoir obtenu de l’acheteur l’acceptation de chaque sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l’article L2193-3 du code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l’exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d’activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

A ce titre, pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit adresser à l’acheteur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

* La déclaration spéciale visée à l’article R2193-1 du code de la commande publique mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
* Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d’accéder aux marchés publics ;
* Les documents permettant d’établir qu’aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L’acceptation du sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et la CCI.

Conformément à l’article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l’acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l’exécution

# ARTICLE 19 - ASSURANCES

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l’article 9 du CCAG-PI – notamment en ce qui concerne la souscription d’une assurance Responsabilité Civile Organisateur.

# ARTICLE 20 - CESSION DU MARCHE

Le présent marché ne pourra, en aucun cas, faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable de l’acheteur.

# Article 21 - RESILIATION DU MARCHE

## 21.1 Résiliation pour faute

L’acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation de l’accord-cadre, conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En complément de l’article 41 du CCAG/PI, lorsque le titulaire est placé dans l’une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l’exclure d’un marché public, l’acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l’objet d’une procédure de redressement judiciaire instituée par l’article L.631-1 du code de commerce, et à condition qu’il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

Conformément à l’article 45 du CCAG/PI, l’acheteur peut faire procéder par un tiers à l’exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d’inexécution par ce dernier d’une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire

## 21.2 Résiliation pour motif d’intérêt général

En application de l’article 42 du CCAG-PI, dans le cas où la CCI souhaiterait mettre fin au marché pour motif d’intérêt général, celui-ci sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l’article 43 du CCAG-PI.

# ARTICLE 22 DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

* Dans le cadre de l’exécution des prestations relevant du présent marché, lors des échanges avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire prend en compte le développement durable. A ce titre, le titulaire :
* S’assure de limiter son empreinte carbone. Le prestataire limite, le cas échéant, l'envoi de fichiers volumineux par mails à plusieurs destinataires, l’envoi non-nécessaire de mails et le stockage de versions obsolètes ou dupliquées.
  1. Optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés. A cet effet, le titulaire privilégie : La lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur,
  + La suppression des aplats de couleur inutiles,
  + L’utilisation de polices de caractère "light" ou écologiques de type ecofont,
  + L’optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages
  + L’impression recto/verso,
  + La diffusion ciblée des informations,
  + L’utilisation d’imprimantes partagées au lieu d’imprimantes individuelles,

Les éventuels documents livrables sur supports en papier doivent être imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé, garantissant l’usage d’un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé écolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto - verso et en noir et blanc est privilégié. L’usage de documents papier est limité, et les coûts de reproduction sont inclus dans le forfait global.

* Le pouvoir adjudicateur, invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l’usage de serveurs partagés plutôt que l’envoi de plusieurs versions successives par mails,
* Le titulaire s’engage à limiter ses déplacements en voiture ou à utiliser les moyens de transports en commun lorsque ceci est possible,
* Le titulaire s’engage à exercer son activité en tendant vers la sobriété énergétique.

# ARTICLE 23 - LITIGES

Les parties s’efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l’exécution du présent marché.

Vous pouvez demander une médiation directement sur la page d’accueil du site web : www.mediateur-des-entreprises.fr (formulaire en ligne) ou poser toute question liée à votre situation en remplissant le formulaire de contact.

Les Médiateurs des entreprises en Normandie - A la DREETS Normandie

Marie-Isabelle TRIVES-FLORIOT

marie-isabelle.trives-floriot@dreet.gouv.fr

Tél. 02 31 47 74 92 - 06 03 37 22 36

En cas de litige sur l’interprétation ou l’exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

**Tribunal compétent**

Tribunal Administratif de Rouen

Greffe du tribunal

53 avenue Gustave Flaubert - 76000 Rouen

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

# ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent cahier déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

| Article de l’AE valant CCP | Libellé de l’article | Nature de la dérogation | Article du CCAG-PI |
| --- | --- | --- | --- |
| 4 | Pièces constitutives du marché | Ordre de priorité | 4.1 |
| 5.8 | Vérifications et décision après vérification | Délai de vérification | 28 - 29 |
| 5.6 | Passation des bons de commande | Délai d’émission d’observation | 3.7.2 |
| 13 | Pénalités de retard | Formules de calcul | 14.1 |
| 14.2 | Forme des notifications | Via profil acheteur | 3.1 |
| 11.1 | Paiement des prestations |  | 11.7 |

# SIGNATURE DE L’ENTREPRISE

**Attestations sur l’honneur[[19]](#footnote-19)**

**☞** Je, soussigné ………………………………………………………………………………………… (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

***SI L’ENTREPRISE EST ETABLIE EN FRANCE :***

- atteste sur l’honneur que[[20]](#footnote-20) :

Je / la société que je représente n’emploie pas des salariés étrangers,

Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers,

***Dans cette hypothèse*, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l’article L.5221-2 du Code du travail avant la signature du marché par la CCI.**

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l’article D.8254-2 du Code du travail et précisera pour chaque salarié sa date d’embauche, sa nationalité et le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

**- m’engage, *si le marché m’est attribué*, à fournir les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et à l’article D.8222-5 du Code du travail avant la signature du marché par la CCI.**

***SI L’ENTREPRISE EST ETABLIE à l’étranger :***

- atteste sur l’honneur que22 :

Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché,

Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché,

***Dans cette hypothèse*, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l’article D.8254-3 du Code du travail avant la signature du marché par la CCI.**

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du Code du travail et précisera pour chaque salarié sa date d’embauche, sa nationalité et le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

**- m’engage, *si le marché m’est attribué*, à fournir les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et à l’article D.8222-7 du Code du travail avant la signature du marché par la CCI.**

**Annexes remises par l’entreprise dans son offre**

Liste des cotraitants et répartition des prestations et de leur montant

RIB de chaque cotraitant

**Signature de l’entreprise [[21]](#footnote-21)**

**Fait en un seul original**, à ……………………………………………………………, le …………………………………

Nom et qualité du signataire : …………………………………………………

Cachet de l’entreprise

# ACCEPTATION DE L’OFFRE - SIGNATURE DE L’ACHETEUR (article réservé à l’acheteur)

Pour la CCIR Normandie,

Le Représentant de l’acheteur,

#signature#

**CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE**[[22]](#footnote-22)

La présente copie certifiée conforme à l’original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au Code monétaire et financier en ce qui concerne[[23]](#footnote-23) :

La totalité du marché

La partie des prestations devant être exécutées par ………………………………………………………… en qualité de[[24]](#footnote-24) :

Membre du groupement d’entreprises titulaire du marché

est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………...……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Pour la CCIR Normandie,

Le Représentant de l’acheteur,

#signature#

1. Cocher la situation concernée et renseigner les éléments demandés. [↑](#footnote-ref-1)
2. Préciser le nom de la personne physique signataire du présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la situation concernée selon que le signataire est le représentant légal de la société ou bien est une personne ayant reçu le pouvoir de signer l’acte d'engagement (pouvoir établi par le représentant légal). [↑](#footnote-ref-3)
4. Société : Société anonyme (SA), Société par actions simplifiée (SAS), Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Société à responsabilité limitée (SARL), Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL ou SARL unipersonnelle), Société en nom collectif (SNC), Société en commandite simple (SCS), Société en commandite par actions (SCA), Société civile professionnelle (SCP) ou Société d'exercice libéral (SEL) – Entreprise individuelle : régime classique, EIRL, auto-entrepreneur [↑](#footnote-ref-4)
5. Les entreprises étrangères indiquent, s’il en existe un, leur numéro d’inscription dans le registre public concerné. [↑](#footnote-ref-5)
6. Cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-6)
7. En cas de groupement composé de plus de deux cotraitants, l’identification exacte des autres cotraitants doit être annexée au présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-7)
8. Société : Société anonyme (SA), Société par actions simplifiée (SAS), Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Société à responsabilité limitée (SARL), Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL ou SARL unipersonnelle), Société en nom collectif (SNC), Société en commandite simple (SCS), Société en commandite par actions (SCA), Société civile professionnelle (SCP) ou Société d'exercice libéral (SEL) – Entreprise individuelle : régime classique, EIRL, auto-entrepreneur [↑](#footnote-ref-8)
9. Les entreprises étrangères indiquent, s’il en existe un, leur numéro d’inscription dans le registre public concerné. [↑](#footnote-ref-9)
10. Préciser le nom de la personne physique signataire du présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-10)
11. Cocher la situation concernée selon que le signataire est le représentant légal de la société ou bien est une personne ayant reçu le pouvoir de signer l’acte d'engagement (pouvoir établi par le représentant légal). [↑](#footnote-ref-11)
12. En cas de groupement composé de plus de deux cotraitants, l’identification exacte des autres cotraitants doit être annexée au présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-12)
13. Société : Société anonyme (SA), Société par actions simplifiée (SAS), Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Société à responsabilité limitée (SARL), Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL ou SARL unipersonnelle), Société en nom collectif (SNC), Société en commandite simple (SCS), Société en commandite par actions (SCA), Société civile professionnelle (SCP) ou Société d'exercice libéral (SEL) – Entreprise individuelle : régime classique, EIRL, auto-entrepreneur [↑](#footnote-ref-13)
14. Les entreprises étrangères indiquent, s’il en existe un, leur numéro d’inscription dans le registre public concerné. [↑](#footnote-ref-14)
15. Préciser le nom de la personne physique signataire du présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-15)
16. Cocher la situation concernée selon que le signataire est le représentant légal de la société ou bien est une personne ayant reçu le pouvoir de signer l’acte d'engagement (pouvoir établi par le représentant légal). [↑](#footnote-ref-16)
17. Cocher la case correspondante. En cas de réponse à un lot, indiquer le numéro et l’intitulé du lot tel qu’il figure dans l’avis d’appel d’offre public à la concurrence ou le règlement de la consultation. En cas de variante, préciser le numéro de la variante. En cas de Prestations Supplémentaires Eventuelles, préciser le numéro et/ou l’intitulé de la Prestations Supplémentaires Eventuelles. [↑](#footnote-ref-17)
18. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-18)
19. En cas d’offre présentée par un groupement d’entreprises, chaque cotraitant doit remettre l’attestation sur l’honneur correspondante en annexe au présent acte d'engagement. [↑](#footnote-ref-19)
20. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-20)
21. En cas de groupement d’entreprises, tous ses membres doivent signer l’acte d’engagement, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul le marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité tel qu’il est indiqué sur le formulaire DC1 à remettre à l’appui de la candidature du groupement (formulaire téléchargeable sur le site du MINEFE : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> [↑](#footnote-ref-21)
22. A remplir par la personne habilitée à signer le marché sur la photocopie de l’acte d’engagement (exemplaire unique). [↑](#footnote-ref-22)
23. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-23)
24. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-24)